



**Hauts-de-Seine**

## **CSAL du 22 janvier 2024**

### **Déclaration Liminaire**

Madame la Présidente du CSAL,

200 : c'est le chiffre des suppressions d'emplois 2024 à la DGFIP confirmé lors du Comité Social d'Administration de Réseau du 11 décembre 2023.

A ce CSAR, FO-DGFIP a refusé de cautionner par sa présence la poursuite d'un plan social qui depuis des années ne dit pas son nom. Mais cette nouvelle saignée dans les effectifs, pour être annoncée n'en est pas moins insupportable pour les agents et lourde de conséquences pour l'exercice quotidien des missions.

Au niveau de notre direction 687 emplois ont été supprimés depuis 2012 !  
On cherchera en vain l'équivalent d'un tel traitement dans le secteur privé ou une poignée d'emplois supprimés déclenche légitimement une émotion largement médiatisée.

La poursuite de cette politique finira un jour par jouer des tours au pays tout entier, aux citoyens, aux territoires, à la cohésion sociale, au consentement à l'impôt, à l'égalité, bref, à la République.

Car on l'oublie trop souvent, la DGFIP, 2<sup>e</sup> administration civile de l'État, souvent réduite à ses missions les plus visibles, les plus médiatisées, est une des dernières administrations du coin de la rue quand tant d'autres sont parties depuis bien longtemps.

De la facture de crèche aux successions, elle accompagne nos concitoyens à chacune des étapes de leur vie et finance par son activité et grâce à l'engagement et la conscience professionnelle de ses agents l'ensemble des politiques publiques.

Elle constitue enfin l'ossature financière de l'État. C'est sans doute pour cela qu'on lui en veut.

Ce sont les agents qui sont exemplaires! Et exemplaires, ils ont une nouvelle fois démontré qu'ils l'étaient en accompagnant hôpitaux et collectivités et en soutenant les secteurs économiques en difficulté dans cette crise qui n'en finit plus.

Les personnels continuent de compenser, au prix de la dégradation de leurs conditions de travail et parfois même au prix de leur santé, les moyens qu'on leur refuse.

Au jour le jour, partout sur le territoire, ils déploient des trésors d'ingéniosité et de dévouement pour continuer à exercer des missions de service public auxquelles ils sont inconditionnellement attachés. Ils sont désormais, dans tous les services, fatigués, démotivés et souffrent de l'absence de reconnaissance.

Pour l'instant cette douleur est muette, comme le sont souvent les plus sourdes, mais jusqu'à quand ?

L'affaire France Télécom et son machiavélique plan social devraient pourtant nous interroger et à minima vous alerter, tellement les similitudes sont grandes: restructurations massives, contractualisation à tout-va, déplacements de personnels subis, changements de missions à marche forcée, mal être, souffrance au travail qui poussent certains agents même au suicide, comme le montre l'exemple paru en début de l'année dans la presse régionale L'ALSACE qui indique que le tribunal administratif impute le suicide de notre collègue en 2020 au contexte professionnel pathogène vécu à la DGFIP.

Nous attendons d'ailleurs le résultat du questionnaire de l'observatoire interne qui est en cours actuellement pour voir si les résultats sont aussi désastreux que le précédent.

Les agents des finances publiques sont particulièrement attachés au service public, à ses valeurs et témoignent d'un investissement exceptionnel et d'une conscience professionnelle hors norme qui expliquent en partie le maintien de la performance mesurée par les indicateurs. Mais jusqu'à quand? La DGFIP est bien davantage qu'un réservoir à économies, elle est un service public avant tout!